

Dans le monde, le régionalisme est en perte de vitesse

OPINION

Un Brexit tumultueux marque déjà l'année 2019. Mais qu'est-ce que cela signifie pour le destin du régionalisme dans le monde en général? Il y a dix ans, l'idée de l'intégration régionale était une source d'optimisme: le régionalisme représentait la nouvelle formule pour une structure stable de la société internationale, après la fin du monde bipolaire. On espérait que les organisations régionales économiques et sécuritaires allaient former les blocs d'un édifice mondial aussi paisible que prospère.

Maintenant, le régionalisme est en perte de vitesse. En Europe, cette tendance a commencé par la crise de 2008 et la volte-face de l'Islande qui a abandonné sa demande d'adhésion à l'Union européenne en 2013. Les deux grands pays anglo-saxons, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, ont tourné le dos au régionalisme: le Royaume-Uni en plébiscitant sa sortie de l'Union européenne et les Etats-Unis de Donald Trump en quittant le Partenariat Trans-Pacifique (TPP) et en secouant profondément l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna). L'absence de soutien de ces deux pays qui portent le flambeau du libéralisme occidental est un coup dur pour le régionalisme.

Assistons-nous pour autant à la fin du régionalisme? C'est peu probable. L'Union européenne est une forme avancée de coopération régionale, mais non pas la seule même en Europe, où subsiste l'Association européenne de libre-échange (AELE), dont le Royaume-Uni fut l'instigateur et dont la Suisse fait toujours partie.

Il existe plusieurs niveaux de coopération régionale dans le monde. D'abord, il y a des régions qui n'ont pas le sens du régionalisme, comme le Moyen-Orient. Ensuite, il y a les associations de libre-échange, comme l'AELE et l'Aléna, dont les pays membres ont choisi une version «soft» limitée au libre-échange com-

mercial. Une troisième forme de régionalisme «de bas en haut» est apparue en Asie de l'Est par l'expansion de chaînes d'approvisionnement régionales, mais sans institutions politiques d'intégration du type européen. Finalement, il y a l'intégration économique et politique «de haut en bas» qui est la plus poussée dans l'Union européenne et où les décisions politiques sont prises par des «visionnaires» (dont les grands pas en avant sont parfois rejetés par des référendums populaires).

Le régionalisme est un phénomène récent, la première organisation régionale moderne

Contrairement aux empires, le régionalisme est basé sur une coopération pragmatique entre Etats qui ont le droit de se retirer

étant la Ligue arabe fondée en mars 1945. Contrairement aux empires d'un autre temps, le régionalisme est basé sur une coopération pragmatique entre Etats qui ont le droit de se retirer. Ensuite, il a évolué par vagues mondiales. Les apparitions dans un premier temps des Communautés européennes en 1957 et dans un deuxième temps de l'Union européenne en 1995 ont poussé deux vagues de création et de renforcement d'organisations régionales dans d'autres régions. Néanmoins, chacune de ces vagues était suivie d'un recul.

Les développements politiques ont un effet fort sur la dynamique du régionalisme. Le choc entre deux visions de régionalisme (celle de l'Union européenne et celle de l'Union éco-

nomique eurasiatique) en 2014 en Ukraine fut un coup sévère pour l'idée du régionalisme. En Amérique latine, le Mercosur, inspiré par l'Union européenne, était soutenu par les régimes de gauche de Lula, Kirchner, entre autres. Maintenant, avec le recul de ces régimes, le Mercosur se trouve dans une phase difficile, tandis que l'Alliance du Pacifique (Chili, Pérou, Colombie et Mexique), d'inspiration plutôt libérale, se porte bien.

La société mondiale a besoin de structure, et le régionalisme a son rôle à jouer afin que l'humanité réussisse à faire face aux défis croissants de l'hypermondialisation: les défis environnementaux – comment arrêter la destruction de la planète par une action collective digne de l'*Homo sapiens* – et les défis politiques – comment préserver les valeurs libérales tout en respectant autrui. Il est essentiel de garder l'équilibre entre la gestion de la société humaine aux niveaux différents – étatique, régional et mondial.

Il sera difficile pour le Royaume-Uni de se retrouver seul dans le monde d'aujourd'hui. De leur côté, les Etats-Unis doivent se rendre compte que leur grande victoire diplomatique au XXe siècle n'était pas due à l'isolationnisme ou à des aventures interventionnistes mais à la coopération, comme la création de l'ONU qui leur a permis de se développer et de devenir la plus grande puissance du monde pendant des décennies de paix. C'est au tour du régionalisme maintenant d'être compris et soutenu. ■

MARIO APOSTOLOV
PROFESSEUR ADJOINT,
INTERNATIONAL UNIVERSITY
IN GENEVA



mon smartphone, le geste ne m'a pas semblé anodin du tout. Utiliser ces lignes incrustées dans la peau depuis notre naissance pour piloter un flux monétaire m'a paru d'emblée une alliance d'un genre nouveau, inconnu, incertain», écrit sur son blog la théologienne Claire Clivaz. A lire sur le site du «Temps» à l'adresse <https://blogs.letemps.ch>

la directive sur la citoyenneté européenne qui permettrait des concessions mutuelles croisées, mais sans remettre en cause la pente de l'accord institutionnel. Il ne sera pas faire grand cas de la position de l'UE refuse toute idée de renégociation et l'attribue en partie au Brexit, prétendant que les conditions seront plus favorables après le 31 octobre – ce qui s'apparente à du *wisdom thinking*.

Dans l'immédiat, les postes diplomatiques ont pour consigne de se renseigner au près sur la nouvelle Commission européenne qui prend la relève à Bruxelles, de veiller à ce que le dossier suisse ne soit pas relégué au bas de la pile, loin derrière celui du Brexit et des guerres commerciales de M. Trump et enfin d'éviter que les relations ne se détériorent dans l'intervalle.

Le rapport «Vision 2028» prône à la fois le maintien de la voie bilatérale, qui sera consolidée par un accord institutionnel à venir, et le maintien de la coopération surtout dans le domaine de la recherche, mais aussi le renforcement d'un dialogue politique structuré avec l'étranger, car la Suisse entend mener une politique étrangère autonome. Il s'agit de se faire accepter dans les bonnes grâces des pays les plus puissants, en premier lieu les Etats-Unis, «qui revêtent toujours une importance fondamentale pour la prospérité et la sécurité de la Suisse», et également la Russie et la Chine. Ce sont trois adversaires déclarés de l'Union européenne et des valeurs qu'elle incarne.

Cependant, les relations que la Suisse entretient avec l'UE constituent le point central de sa politique étrangère. Elle se veut à la fois «sûre d'elle-même, aux côtés et vis-à-vis de l'Union» – belle prouesse gymnastique – fait, la Suisse ne considère plus qu'elle est exposée solidairement aux mêmes risques sécuritaires que ses voisins. En quête d'un nouveau récit sur sa relation à l'Europe, dans le cadre d'un «partenariat étroit et évolutif», elle souhaite cultiver ses relations avec certains des Etats membres (et d'autres pays) dont les positions pourraient converger avec les siennes. Du grain à moudre pour les ambassadeurs de Suisse... ■

FRANÇOIS NORDMANN

